

CSAL du 21/05/2025

« La Prince, Il parle pas à toi ! »

() Vous n'avez pas la ref ? Voir en bas de page*

Le CSAL du 14 mai a été suspendu au motif qu'en l'absence de réponse de la part du directeur sur la question du stationnement gratuit aux Lices, les agents de Vert Coteau sont venus à sa rencontre. Le DDFiP a quitté la séance, refusant la discussion avec eux. **Quel mépris !**

C'est pourquoi **La CGT n'a pas participé à la poursuite du CSAL** ce 21 mai, en déclarant :

Monsieur le Président,

Le 14 mai dernier, face à votre silence, les agents du site de Vert Coteau sont venus en nombre recueillir vos réponses à leurs revendications déposées par le biais d'une pétition qui vous a été remise le 22 avril 2025. Votre réponse a été cinglante : vous avez refusé de les écouter, c'est dire tout le mépris et l'absence de considération que vous accordez aux personnels !

Pas étonnant alors qu'une grande majorité d'entre eux ait refusé d'assister à la réunion sur site le 15 mai, réunion réclamée par l'encadrement face aux questionnements des agents sur l'avenir de leurs conditions de travail.

Nous sommes les représentants du personnel et à ce titre nous apportons notre total soutien à toutes celles et ceux qui subissent le mépris.

C'est pourquoi, La CGT Finances Publiques quitte la séance.

Qu'y avait-il à discuter ? Beaucoup d'informations étaient données mais l'essentiel n'y était pas !

Concernant la Formation professionnelle, pas un mot sur le renoncement des agents à suivre des stages du fait de la **faible prise en charge des frais** et de la **pression du service**. Pas un mot non plus sur le fait que les formateurs ne peuvent dispenser leur savoir au-delà de **15 jours**.

Sur le Tableau de Veille Sociale, pas un mot sur la **souffrance au travail des agents** et l'explosion des Risques Psycho Sociaux. Depuis le 1^{er} janvier, nationalement, **le constat est accablant : plus d'une dizaine d'agents se sont suicidés ou ont tenté de le faire !**

Enfin, sur Var Amendes, pas un mot sur les **cadences infernales** du pôle téléphonique qui mettent à mal les autres missions du service.



Face au mépris clairement affiché nationalement avec la dégradation de nos missions et la remise en cause de tous nos droits et garanties, et, localement avec l'attitude du directeur qui refuse le dialogue avec les agents, il devient urgent d'agir !

La CGT dit STOP ! Et parce que **64 ans c'est toujours NON**, elle appelle à la grève le 5 juin, jour de la niche parlementaire à l'assemblée nationale sur l'abrogation de la réforme.

La CGT revendique ➡ l'abrogation de la réforme des retraites, ➡ l'augmentation immédiate de 10 % des salaires et pensions et leur rattrapage sur l'inflation, le retour de la GIPA, ➡ la rémunération complète des congés de maladie ordinaires, sans jour de carence, ➡ l'abandon des affectations au choix et au fil de l'eau des A.

